

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président du Sénat, le 28 février 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur une proposition de loi "modifiant et complétant les dispositions du Code civil concernant les règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur" (Doc. Sénat, (1996-1997), n° 1-215/6), a donné le 5 mai 1997 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 februari 1997 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging en aanvulling van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek houdende de regels betreffende de huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de huurder in het bijzonder" (Gedr. St. Senaat, (1996-1997), nr. 1-215/6), heeft op 5 mei 1997 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE

La proposition de loi à l'examen doit être mise en rapport avec un avant-projet de loi "modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en matière de louage de choses et de la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion" (1), lequel est également soumis à l'avis du Conseil d'Etat (voir l'avis donné ce jour dans l'affaire L. 26.042/2).

OBSERVATION GENERALE

Les articles 1344ter et quater qu'il est envisagé d'insérer dans le Code judiciaire seront réexaminés en prenant en considération l'hypothèse où le bien concerné fait l'objet d'une sous-location.

(1) Il est fait référence à cet avant-projet dans le rapport sur la proposition de loi à l'examen, fait au nom de la commission de la justice du Sénat par M. Erdman (Doc. Sén., sess. 1996-1997, 1-215/5, pp. 5-6 et 10-11).

EXAMEN DU TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION DE LA JUSTICE DU
SENAT (Doc. Sénat., sess. 1996-1997, 1-215/6)

Article 1er

En l'état actuel du texte, il est exact que celui-ci règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

L'attention est toutefois attirée sur l'observation n° 2, c, qui sera faite au sujet de l'article 4 du texte à l'examen.

Article 2

On n'aperçoit pas l'utilité des précisions que la disposition à l'examen entend apporter à l'article 11 de la section II du livre III, titre VIII, chapitre II, du Code civil :

1° d'une part, "l'impossibilité de relogement dans des conditions normales" entre bien dans les prévisions de la notion de "circonstances exceptionnelles" au sens de l'alinéa 1er de l'article 11 précité (1);

(1) Lors des travaux préparatoires de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer, qui a inséré cette disposition dans le Code civil, il a notamment été déclaré que "les circonstances exceptionnelles sont celles qui rendent problématique, pendant un certain temps, la perspective d'un déménagement ou la recherche d'un autre logement" (Doc. Ch., n° 1357/1 - 90/91, p. 26).

2° d'autre part, il n'est pas davantage douteux que "l'état de santé, la situation de famille de (chacune des parties) ainsi que les diligences que le preneur justifie avoir faites en vue de son relogement" sont des éléments dont le juge peut tenir compte lorsqu'il pèse les intérêts respectifs des parties en application de l'alinéa 3 de l'article 11.

Bien plus, les précisions qu'il est envisagé d'apporter à l'article 11 risquent de donner à entendre que d'autres circonstances ou éléments que ceux qui sont cités expressément par le texte ne mériteraient pas d'être pris en considération, alors même, selon le cas, qu'ils entreraient dans les prévisions de la notion de "circonstances exceptionnelles" ou que, eu égard aux données de la cause, ils feraient partie des éléments dont le juge peut - voire même doit - tenir compte dans la balance des intérêts en présence.

Mieux vaut donc omettre la disposition à l'examen.

Mutatis mutandis, la même observation vaut pour l'article 1344 quater, § 1er, qu'il est envisagé d'insérer dans le Code judiciaire, en ce que cette disposition contient une précision analogue à celle qu'il est envisagé d'apporter à l'article 11, alinéa 3, de la section II du livre III, titre VIII, chapitre II, du Code civil.

.../...

Article 3

1. L'instance peut aussi être engagée à la suite de la comparution volontaire des parties. La question se pose si cette hypothèse est envisagée par le législateur. Le texte en projet sera revu en prenant en considération cette hypothèse.

2. Le délai donné au preneur pour manifester son opposition à ce qu'une copie de la demande d'expulsion soit envoyée au centre public d'aide sociale - deux jours à partir de la signification ou de la notification de l'acte introductif d'instance - paraît extrêmement bref. On peut douter qu'il suffise raisonnablement à permettre au preneur d'exprimer son opposition et à éviter ainsi de porter atteinte au droit au respect de la vie privée, garanti par l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et par l'article 22 de la Constitution.

3. Au paragraphe 2, pour que le délai à partir duquel le greffier est chargé d'envoyer au centre public d'aide sociale une copie de la demande d'expulsion puisse bien se combiner avec le délai donné au preneur pour manifester son opposition, il convient que, comme au paragraphe 3, le délai soit calculé à partir de la signification ou de la notification de l'acte introductif.

.../...

4. Le texte ne contient aucune disposition réglant de manière particulière les missions des centres publics d'aide sociale, lorsque ceux-ci sont informés de l'existence d'une demande d'expulsion introduite devant le juge de paix.

L'attention est attirée sur ce que, conformément à l'article 5, § 1er, II, 2°, b, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles - spécialement en ce que cette disposition fait référence à l'article 1er et au chapitre IV de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale -, l'autorité fédérale est compétente pour régler les missions des centres publics d'aide sociale.

5. Il convient que la communication d'une copie de la demande d'expulsion au centre public d'aide sociale se fasse par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception pour écarter toute incertitude quant à la réception du pli par le centre public d'aide social et lui permettre ainsi d'intervenir dans l'instance. Enfin il y a lieu de préciser la forme dans laquelle doit être faite l'opposition du preneur à la communication de l'acte introductif d'instance au centre public d'aide sociale.

6. Le texte sera revu à la lumière des observations qui précèdent.

.../...

Article 4

1. Le texte à l'examen vient s'ajouter à d'autres qui prévoient déjà soit la faculté pour le juge d'accorder des délais de grâce - voir en ce sens l'article 1244 du Code civil -, soit un régime permettant au preneur de demander une prorogation de bail - voir en ce sens l'article 11 de la section II du livre III, titre VIII, chapitre II, du même Code.

On peut se demander s'il est bien justifié et cohérent d'ajouter ces dispositions les unes aux autres et de les soumettre chacune à un régime autonome, alors que toutes tendent ou sont de nature à parer aux difficultés que peut rencontrer le preneur contraint de déménager et de trouver un autre logement.

Inévitablement, la combinaison de ces textes ne peut que susciter des difficultés (1). Il en va tout spécialement de la sorte, s'agissant de la coexistence du régime de prorogation de bail pour circonstances exceptionnelles prévu par l'article 11 de la section II du livre III, titre VIII, chapitre II, du Code civil et du pouvoir que la

(1) Voir déjà les difficultés que cause la coexistence de l'article 1244 du Code civil et de l'article 11 de la section II du livre III, titre VIII, chapitre II, du même Code (lire à ce sujet, notamment, M. VLIES, "Aperçu de la jurisprudence récente relative aux baux de résidence principale", J.J.P., 1996, pp. 3 et suivantes., pp. 33 et 34; M.VANDERMERSCH et Th. DE RIDDER, "Les baux de neuf ans - Questions communes à certaines facultés de résiliation anticipée", in Le bail de résidence principale, 5 ans d'application de la loi du 20 février 1991, sous la direction de G. BENOIT, P. JADOUL et M. VANWIJCK-ALEXANDRE, La Charte, 1996, pp. 79 et suivantes, pp. 109 et 110).

disposition à l'examen reconnaît au juge de prolonger, également en raison de circonstances exceptionnelles, le délai dans lequel l'expulsion ne peut être exécutée : ainsi, par exemple, on se demande si la reconnaissance ou l'absence de reconnaissance de l'existence de "circonstances exceptionnelles" au sens de l'article 11 précité est de nature à influencer sur l'appréciation de l'existence de "circonstances exceptionnelles" au sens de la disposition en projet.

Les textes seront revus à la lumière de cette observation.

2. Sous cette réserve, le texte à l'examen appelle encore d'autres observations :

a) Si, comme on peut le supposer, l'article 1344quater, § 1er, qu'il est suggéré d'insérer dans le Code judiciaire ne s'applique pas dans l'hypothèse où le jugement dont la signification constitue le point de départ du délai prévu est un jugement d'accord, le texte sera revu pour faire apparaître qu'il s'applique seulement dans le cas où l'expulsion résulte d'un jugement condamnant l'intéressé à quitter les lieux.

b) Le paragraphe 2 du même article appelle deux observations particulières :

- on se demande si ce paragraphe s'applique à tout type d'expulsion, quelle que soit la nature du titre sur la base duquel l'expulsion est envisagée, ou s'il s'applique seulement dans les mêmes cas que ceux visés au paragraphe 1er;

.../...

- il paraîtrait difficilement compatible avec le principe de l'égalité devant la loi d'accorder le bénéfice de la disposition que prévoit le paragraphe 2 à toute personne expulsée entrant dans le champ d'application de ce paragraphe, sans distinguer selon que l'intéressé a ou n'a pas la possibilité de faire face par ses propres moyens aux difficultés que peut occasionner le fait d'être expulsé de son logement entre le 15 décembre et le 15 février (1).

A cet égard, le texte à l'examen s'expose à critique, en ce qu'il semble laisser entendre que seules les personnes qui ont effectivement trouvé un nouveau logement échapperaient au bénéfice de l'application de la disposition envisagée.

Enfin, le texte, tel qu'il est libellé, semble faire abstraction du fait que le juge, dans sa décision, peut tenir compte des difficultés d'expulsion au cours de la période envisagée par la disposition en projet.

c) Des difficultés risquent de se présenter à propos de la détermination du juge compétent pour connaître des litiges relatifs à l'application de la disposition à l'examen, lorsque ces litiges surgiront à un moment où le bail a pris fin. L'on relève en particulier qu'en pareil cas, la compétence du juge de paix peut prêter à discussion : est-on encore, à ce moment, dans le domaine des "contestations relatives aux louages d'immeubles", que

(1) Ceci compte tenu, notamment, du fait qu'existent ou que sont prévues d'autres dispositions qui permettent déjà de parer aux difficultés que peut rencontrer le preneur contraint de déménager et de trouver un autre logement.

l'article 591, 1^o, du Code judiciaire confie au juge de paix ?

Le texte gagnerait à régler cette question.

L'attention est cependant attirée sur ce que la détermination des compétences des juridictions est une matière visée à l'article 77, alinéa 1^{er}, 3^o, de la Constitution - et non pas une matière visée à l'article 78 de ce texte, comme tel est actuellement le cas de la proposition à l'examen.

EXAMEN DE L'AMENDEMENT DEPOSE PAR M. DESMEDT (Doc. Sénat, sess. 1996-1997, 1-215/7)

Amendement n^o 3

Il appartient au législateur de déterminer lui-même les principaux éléments du régime juridique applicable au fonds qu'il est envisagé d'instituer, tant à propos de l'organisation et du financement de ce fonds qu'au sujet des conditions et de la procédure de son intervention.

Force est, à cet égard, de constater que l'amendement à l'examen est tout à fait vague et lacunaire.

Partant, il est impossible d'examiner en connaissance de cause les questions que suscite l'établissement du système envisagé.

.../...

EXAMEN DES AMENDEMENTS DEPOSES PAR MM. BOURGEOIS ET
VANDENBERGHE (Doc. Sénat, sess. 1996-1997, 1-215/8)

Amendement n° 4

Il résulte de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale que ceux-ci ont pour mission d'assurer l'aide sociale à laquelle toute personne a droit pour pouvoir mener une vie conforme à la dignité humaine.

Il est de jurisprudence constante que le droit à l'aide sociale garanti par la loi du 8 juillet 1976 ne s'ouvre que lorsque et tant que la personne intéressée se trouve dans une situation où elle ne dispose pas des moyens nécessaires pour mener une vie conforme à la dignité humaine et qu'à cette fin, il appartient aux centres publics d'aide sociale d'apprécier, dans chaque cas individuel, si cette condition est remplie et, si oui, d'apprécier quelle forme doit prendre l'aide (1).

La consécration du droit de mener une vie conforme à la dignité humaine et du droit à l'aide sociale dans l'article 23 de la Constitution ne modifie pas cette solution. Au contraire, en précisant expressément que, lorsqu'il garantit les droits économiques, sociaux et

(1) Voir C.E., arrêts HUYSKENS, n° 19.466 du 26 février 1979; HAAGDORENS, n° 21.190 du 21 janvier 1981; C.P.A.S. de Liège, n°s 22.047 et 22.048 du 19 février 1982; C.P.A.S. de Watermael-Boitsfort, n° 36.617 du 13 mars 1991; C.P.A.S. de Wellin, n° 37.053 du 22 mai 1991; C.P.A.S. de Liège, n° 40.376 du 18 septembre 1992.

culturels - ce qui inclut le droit à l'aide sociale -, le législateur doit tenir compte des obligations correspondant à ces droits, le Constituant a clairement confirmé que le droit à l'aide sociale n'était nullement un droit inconditionnel (1).

En conséquence, prévoir de manière absolue, sans appréciation au cas par cas des besoins et des capacités des intéressés, que le centre public d'aide sociale est de plein droit caution solidaire du paiement de l'indemnité due par l'occupant des lieux, conduirait à dénaturer la mission légale des centres publics d'aide sociale et à méconnaître l'article 23 de la Constitution. En outre, une disposition aussi indifférenciée serait contraire au principe de l'égalité devant la loi.

Amendement n° 5

Cet amendement n'appelle pas d'observation.

(1) En ce sens, lire H. FUNCK, "A chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités" - La logique des régimes du minimex et de l'aide sociale ordinaire au travers de la jurisprudence récente au sujet des conditions de leur octroi", in Les missions des centres publics d'aide sociale, questions d'actualité, sous la direction de G. BENOIT, H. FUNCK et P. JADOUL, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 1996, pp. 135 et suivantes, n° 10, et "Le droit à l'aide sociale dans la Constitution : quelle incidence sur le droit de l'aide sociale ?", Droit communal 96/4-5, pp. 266 et suivantes, n°s 10 et suivants.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Het thans onderzochte voorstel van wet moet in verband worden gebracht met een voorontwerp van wet "tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de rechtspleging inzake huur van goederen en van de wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting" (1), dat eveneens ter fine van advies voorgelegd is aan de Raad van State (zie het heden uitgebrachte advies in de zaak L. 26.042/2).

ALGEMENE OPMERKING

De artikelen 1344ter en 1344quater, die men in het Gerechtelijk Wetboek beoogt in te voegen, zullen opnieuw worden onderzocht rekening houdend met het geval waarin het betrokken goed onderverhuurd wordt.

(1) Naar dit voorontwerp wordt verwezen in het verslag namens de commissie voor de justitie van de Senaat, uitgebracht door de heer Erdman, omtrent het onderzochte voorstel van wet (Gedr. St. Senaat, zitting 1996-1997, 1-215/5, blz. 5-6 en 10-11).

ONDERZOEK VAN DE TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE VOOR DE
JUSTITIE VAN DE SENAAT (Gedr. St. Senaat, zitting 1996-1997,
1-215/6)

Artikel 1

In zijn huidige lezing regelt de tekst inderdaad een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Er wordt evenwel gewezen op opmerking nr. 2, c, die wordt gemaakt in verband met artikel 4 van de onderzochte tekst.

Artikel 2

Het is niet duidelijk waartoe de preciseringen dienen die de onderzochte bepaling beoogt aan te brengen in artikel 11 van afdeling II van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, van het Burgerlijk Wetboek :

- 1° enerzijds is "de onmogelijkheid om in normale omstandigheden een nieuwe woning te vinden" reeds vervat in het

.../...

begrip "buitengewone omstandigheden" in de zin van het eerste lid van het voornoemde artikel 11 (1);

- 2° anderzijds lijdt het evenmin enige twijfel dat "de gezondheidstoestand, de gezinstoestand van elk van (de partijen), alsmede (...) de door de huurder aangetoonde pogingen om een nieuwe woning te vinden" factoren zijn waarmee de rechter rekening kan houden wanneer hij de respectieve belangen van de partijen afweegt met toepassing van artikel 11, derde lid.

Meer nog, de preciseringen die men in artikel 11 beoogt aan te brengen, zouden de indruk kunnen wekken dat andere omstandigheden of factoren dan die welke in de tekst uitdrukkelijk worden vermeld, niet verdienen in aanmerking te worden genomen, ook al zijn ze naargelang van het geval vervat in het begrip "buitengewone omstandigheden" of maken ze, gelet op de toedracht van de zaak, deel uit van de factoren waarmee de rechter rekening kan - of zelfs moet - houden bij het afwegen van de belangen in het geding.

De onderzochte bepaling zou derhalve beter vervallen.

(1) Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 20 februari 1991 houdende wijziging van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek inzake huishuur, waarbij deze bepaling ingevoegd is in het Burgerlijk Wetboek, is onder meer gesteld : "Onder 'buitengewone omstandigheden' wordt verstaan die welke gedurende een bepaalde tijd een verhuizing of het zoeken naar een andere woning problematisch maken" (Gedr. St. Kamer, nr. 1357/1 - 90/91, blz. 26).

Diezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor artikel 1344quater, § 1, dat men beoogt in te voegen in het Gerechtelijk Wetboek, in zoverre deze bepaling een precisering bevat die analoog is met die welke men beoogt aan te brengen in artikel 11, derde lid, van afdeling II van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 3

1. De vordering kan eveneens worden ingeleid als gevolg van de vrijwillige verschijning van de partijen. De vraag rijst of de wetgever rekening heeft gehouden met deze mogelijkheid. Indien dit niet zo is, moet de ontworpen tekst worden herzien, zodat dit geval wordt geregeld.

2. De termijn waarover de huurder beschikt om zijn verzet kenbaar te maken tegen het verzenden van een afschrift van de vordering tot uithuiszetting aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, te weten twee dagen vanaf de betekening of de kennisgeving van de inleidende vordering, blijkt uiterst kort te zijn. Betwijfeld wordt of die termijn redelijkerwijs volstaat om de huurder in staat te stellen zijn verzet kenbaar te maken en om aldus te voorkomen dat afbreuk wordt gedaan aan de eerbied voor diens privéleven, een recht dat gewaarborgd wordt door artikel 8 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en door artikel 22 van de Grondwet.

.../...

3. Opdat de termijn waarbinnen de griffier een afschrift van de vordering tot uithuiszetting moet overzenden naar het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, verenigbaar is met de termijn waarover de huurder beschikt om zijn verzet kenbaar te maken, moet in paragraaf 2 de termijn berekend worden vanaf de betekening of de kennisgeving van de inleidende vordering, naar het voorbeeld van paragraaf 3.

4. De tekst bevat geen enkele bepaling die inzonderheid de taken van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn regelt wanneer deze ervan in kennis worden gesteld dat een vordering tot uithuiszetting is ingeleid bij de vrederechter.

Er wordt op gewezen dat overeenkomstig artikel 5, § 1, II, 2°, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid in zoverre deze bepaling verwijst naar artikel 1 en naar hoofdstuk IV van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de federale overheid bevoegd is om de taken van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn te regelen.

5. De mededeling, aan het centrum voor maatschappelijk welzijn, van een afschrift van de vordering tot uithuiszetting dient te geschieden bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, teneinde iedere onzekerheid omtrent de ontvangst van dat stuk door het openbaar centrum voor

.../...

maatschappelijk welzijn weg te nemen en teneinde het centrum aldus in de gelegenheid te stellen als tussenkomen partij op te treden in het geding. Ten slotte moet worden bepaald in welke vorm het verzet van de huurder tegen de mededeling van de inleidende vordering aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, kenbaar moet worden gemaakt.

6. De tekst moet worden herzien in het licht van de hierboven gemaakte opmerkingen.

Artikel 4

1. De onderzochte tekst komt bovenop andere teksten, die ofwel reeds voorzien in de mogelijkheid, voor de rechter, om uitstel van betaling te verlenen - zie in die zin artikel 1244 van het Burgerlijk Wetboek -, ofwel in een regeling waarbij de huurder de verlenging van de huur-overeenkomst kan aanvragen - zie in die zin artikel 11 van afdeling II van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek.

De vraag rijst of het wel gewettigd is en van samenhang getuigt om die bepalingen samen te voegen en voor elk ervan een afzonderlijke regeling voor te schrijven, terwijl ze alle ertoe strekken of erin voorzien dat de huurder geen moeilijkheden ondervindt wanneer hij verplicht wordt te verhuizen en een nieuwe woning te vinden.

.../...

Het samenvoegen van die teksten zal onvermijdelijk moeilijkheden meebrengen (1). Dit geldt inzonderheid met betrekking tot het naast elkaar bestaan van een regeling inzake de verlenging van huurovereenkomsten wegens buitengewone omstandigheden, voorgeschreven bij artikel 11 van afdeling II van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, van het Burgerlijk Wetboek, en van de bevoegdheid die de onderzochte bepaling aan de rechter verleent om eveneens wegens buitengewone omstandigheden de termijn te verlengen waarbinnen de uithuiszetting niet ten uitvoer kan worden gelegd : zo rijst bijvoorbeeld de vraag of de erkenning ofwel de ontstentenis van erkenning van het bestaan van "buitengewone omstandigheden" in de zin van het voornoemde artikel 11 een weerslag kan hebben op de beoordeling van het bestaan van "buitengewone omstandigheden" in de zin van de ontworpen bepaling.

De teksten moeten worden herzien in het licht van die opmerking.

(1) Zie reeds de moeilijkheden die de gezamenlijke lezing van artikel 1244 van het Burgerlijk Wetboek en van artikel 11 van afdeling II van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, van datzelfde Wetboek doet rijzen (lees in dit verband inzonderheid M. VLIES, "Aperçu de la jurisprudence récente relative aux baux de résidence principale", J.J.P., 1996, blz. 3 en volgende, blz. 33 en 34; M. VANDERMEERSCH en Th. DE RIDDER, "Les baux de neuf ans - Questions communes à certaines facultés de résiliation anticipée", in Le bail de résidence principale, 5 ans d'application de la loi du 20 février 1991, onder leiding van G. BENOIT, P. JADOUL en M. VANWIJCK-ALEXANDRE, La Charte, 1996, blz. 79 en volgende, blz. 109 en 110).

2. Onder voorbehoud van het vorenstaande behoren omtrent de onderzochte tekst nog andere opmerkingen te worden gemaakt :

a) Indien artikel 1344quater, § 1, dat men in het Gerechtelijk Wetboek beoogt in te voegen, zoals kan worden verondersteld niet van toepassing is wanneer het vonnis waarvan de betekening het aanvangspunt van de gestelde termijn vormt een vonnis is waarin tot een schikking wordt besloten, moet de tekst worden herzien, zodat eruit blijkt dat dit artikel alleen toepasselijk is wanneer de uithuiszetting het gevolg is van een vonnis waarbij de betrokkene veroordeeld wordt tot het verlaten van de woning.

b) Omtrent paragraaf 2 van hetzelfde artikel behoren twee bijzondere opmerkingen te worden gemaakt :

- de vraag rijst of deze paragraaf toepasselijk is op iedere vorm van uitzetting, ongeacht de aard van de titel op basis waarvan de uitzetting wordt overwogen, dan wel of deze paragraaf alleen toepasselijk is in dezelfde gevallen als die omschreven in paragraaf 1;
- het toepasselijk verklaren van de bepaling vervat in paragraaf 2 op alle uitgezette personen die binnen de werkingssfeer van deze paragraaf vallen, ongeacht of de betrokkene al dan niet de mogelijkheid heeft om op eigen kracht het hoofd te bieden aan de problemen die de uitzetting uit zijn woning tussen 15 december en

.../...

15 februari kunnen meebrengen, lijkt moeilijk bestaanbaar met het beginsel van gelijkheid voor de wet (1).

In dat verband is de onderzochte tekst aan kritiek onderhevig, doordat hij de indruk wekt dat alleen de personen die effectief een nieuwe woning hebben gevonden niet vallen onder de toepassing van de voorgenomen bepaling.

Ten slotte lijkt de tekst in zijn huidige lezing het feit buiten beschouwing te laten dat de rechter in zijn beslissing rekening kan houden met de problemen van uitzetting tijdens de periode waarvan sprake is in de ontworpen bepaling.

c) Er kunnen zich problemen voordoen in verband met het uitmaken wie de rechter is bevoegd om kennis te nemen van de geschillen inzake de toepassing van de onderzochte bepaling, wanneer die geschillen zich voordoen als de huurovereenkomst verstreken is. Inzonderheid zij opgemerkt dat in dit geval de bevoegdheid van de vrederechter ter discussie kan staan : gaat het alsdan nog om "geschillen betreffende de verhuring van onroerende goederen", die volgens artikel 591, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek aan de vrederechter worden toegewezen ?

(1) Inzonderheid doordat andere bepalingen bestaan of in het vooruitzicht worden gesteld die het thans reeds mogelijk maken de moeilijkheden op te lossen die de huurder welke verplicht wordt te verhuizen en een andere woning te vinden, kan ondervinden.

Het verdient aanbeveling dat de tekst dit vraagstuk regelt.

Er wordt evenwel gewezen op het feit dat de vaststelling van de bevoegdheden van de gerechten een aangelegenheid is als bedoeld in artikel 77, eerste lid, 3°, van de Grondwet, doch niet een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, zoals het geval is met het thans onderzochte voorstel.

ONDERZOEK VAN HET AMENDEMENT INGEDIEND DOOR DE HEER DESMEDT
(Gedr. St. Senaat, zitting 1996-1997, 1-215/7)

Amendement nr. 3

Het komt aan de wetgever zelf toe om de hoofdlijnen te bepalen van de rechtsregeling toepasselijk op het fonds waarvan de oprichting in het vooruitzicht wordt gesteld, zowel wat de organisatie en de financiering van dat fonds betreft, als de voorwaarden voor en de wijze van in werking treden van dat fonds.

In dit verband moet worden vastgesteld dat het onderzochte amendement zeer vaag en lacuneus is.

Het is bijgevolg onmogelijk met kennis van zaken de vragen te onderzoeken die rijzen naar aanleiding van de invoering van de voorgenomen regeling.

.../...

ONDERZOEK VAN DE AMEDEMEMENTEN INGEDIEND DOOR DE HEREN
BOURGEOIS EN VANDENBERGHE (Gedr. St. Senaat, zit-
ting 1996-1997, 1-215/8)

Amendement nr. 4

Uit de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn blijkt dat deze tot taak hebben de maatschappelijke dienstverlening te verstrekken waarop elke persoon recht heeft om een menswaardig leven te kunnen leiden.

Het is vaste rechtspraak dat het recht op maatschappelijke dienstverlening gewaarborgd door de wet van 8 juli 1976 pas ontstaat wanneer en zolang de betrokkene zich in een situatie bevindt waarin hij niet over de middelen beschikt die nodig zijn om een menswaardig leven te leiden en dat het in dat verband aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toekomt om voor ieder geval afzonderlijk te oordelen of aan die voorwaarde voldaan is en, zo ja, om te oordelen welke vorm die hulpverlening moet aannemen (1).

Dat het recht om een menswaardig leven te leiden, alsook het recht op sociale bijstand in artikel 23 van de Grondwet zijn vastgelegd, doet niets af aan die regeling.

(1) Zie R.v.S., arresten HUYSKENS, nr. 19.466 van 26 februari 1979; HAAGDORENS, nr. 21.190 van 21 januari 1981; O.C.M.W. van Luik, nrs. 22.047 en 22.048 van 19 februari 1982; O.C.M.W. van Watermaal-Bosvoorde, nr. 36.617 van 13 maart 1991; O.C.M.W. van Wellin, nr. 37.053 van 22 mei 1991; O.C.M.W. van Luik, nr. 40.376 van 18 september 1992.

Meer zelfs, door uitdrukkelijk te bepalen dat wanneer de wetgever de economische, sociale en culturele rechten - waaronder dus ook het recht op sociale bijstand - waarborgt, deze rekening dient te houden met de plichten die aan deze rechten verbonden zijn, heeft de Grondwetgever duidelijk bevestigd dat het recht op sociale bijstand geenszins onvoorwaardelijk is (1).

Indien bijgevolg op absolute wijze, zonder dat voor ieder geval afzonderlijk de behoeften en de mogelijkheden van de betrokkenen worden beoordeeld, voorgeschreven wordt dat het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van rechtswege hoofdelijk borg staat voor de betaling van de vergoeding verschuldigd door de huurder, wordt de wettelijke taak van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn uitgehold en wordt artikel 23 van de Grondwet geschonden. Bovendien zou zulk een absolute bepaling in strijd zijn met het beginsel van gelijkheid voor de wet.

(1) Lees in dat verband H. FUNCK, "'A chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités' - La logique des régimes du minimex et de l'aide sociale ordinaire au travers de la jurisprudence récente au sujet des conditions de leur octroi", in Les missions des centres publics d'aide sociale, questions d'actualité, onder de directie van G. BENOIT, H. FUNCK en P. JADOUL, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 1996, blz. 135 en volgende, nr. 10, en "Le droit à l'aide sociale dans la Constitution : quelle incidence sur le droit de l'aide sociale ?", Droit communal 96/4-5, blz. 266 en volgende, nrs. 10 en volgende.

Amendement nr. 5

Omtrent dit amendement behoeven geen opmerkingen te worden gemaakt.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. HANSE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. B. JADOT, auditeur. La note du
Bureau de coordination a été rédi-
gée par M. B. CUVELIER, auditeur
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. B. JADOT, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld door de
H. B. CUVELIER, adjunct-auditeur.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS